

# **Le TPIR comme instrument de légitimation des actions de grandes puissances dans l'Afrique des Grands Lacs,**

*par Pierre Péan*

Pour protéger au mieux ses « intérêts stratégiques en Afrique centrale »<sup>1</sup>, Washington, aidé de Londres et de quelques autres états, a réussi à instrumentaliser le Tribunal Pénal International pour le Rwanda. Au lieu de poursuivre *tous* les auteurs des crimes, le TPIR, qui est censé rendre la justice, au nom de la Communauté internationale, sur ce qui s'est passé au Rwanda en 1994, est devenu une machine monstrueuse, partielle et ethniciste, fonctionnant avec des faux -témoins, envoyés sous la contrainte par des responsables rwandais manipulateurs. Monstrueuse parce qu'elle fabrique des jugements truqués. Partiale parce qu'elle garantit l'impunité de l'appareil dirigeant du FPR, incriminé de crimes de génocide par la justice espagnole. Ethniciste parce qu'elle ne juge que des Hutus et oublie les criminels tutsi du FPR. L'ONU et son bras armé le TPIR ont systématiquement refusé d'instruire l'attentat du 6 avril

---

<sup>1</sup> Comme l'a expliqué l'ambassadeur américain Pierre Prosper à Carla del Ponte, la procureure du TPIR qui avait annoncé qu'elle avait assez de preuves pour poursuivre des responsables du régime de Kigali. Voir livre de Carla del Ponte publié aux éditions Feltrinelli et intitulé <<La traque : Moi et les criminels de guerre>>.

1994, qui a coûté la vie à Juvénal Habyarimana, le président du Rwanda, qui est pourtant considéré comme le facteur déclenchant du génocide. Cette injustice internationale a réussi, pour l'instant, à imposer une version truquée de l'histoire et à légitimer ainsi le rôle des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et d'Israël qui, depuis la chute du mur de Berlin, ont mené des actions, le plus souvent clandestines, pour bouleverser le partage des influences, pour remodeler la carte de l'Afrique dessinée lors de la Conférence de Berlin et, après quelques ajustements, figée par la guerre froide. Une légitimation qui a pour conséquence de protéger les *boys* des Etats-Unis, ceux de ses alliés, et ses supplétifs africains qui ont participé à ce remodelage de l'Afrique centrale.

Depuis 1994, les gardiens du Temple ont déployé une incroyable énergie pour empêcher qu'éclate la vérité sur l'attentat du 6 avril 1994, pour réduire la tragédie rwandaise à la seule année 1994, pour diaboliser les seuls Hutus et enfermer cette histoire dramatique dans un tête-à-tête entre des *bad guys* et des *good guys*. Pour faire passer à la trappe quelques rapports officiels mettant en cause le FPR (je pense notamment au premier d'entre eux, le rapport Gersonny)... Je ne vais pas insulter cette docte assemblée en insistant lourdement sur les nombreux obstacles déposés sur le chemin de la vérité, elle les connaît mieux que moi. Pour mémoire, je rappellerai seulement que:

-le 7 avril 1994, le président du Conseil de Sécurité des Nations Unies <<invitait le Secrétaire général à recueillir toute information utile à ce sujet (<< le tragique

incident survenu au Rwanda »)par tous moyens à sa disposition et de faire rapport dans les plus brefs délais au Conseil>><sup>2</sup> ;

-le 12 avril 1994,le conseil des ministres de Belgique à demandé à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale(OACI) de diligenter une enquête ;

-le 21 avril 1994,le Conseil de Sécurité a <<invité à nouveau le Secrétaire général de lui fournir toute information comme il le lui avait demandé dans sa déclaration du 7 avril>><sup>3</sup> ;

-le 17 mai 1994,le Conseil de Sécurité a de nouveau <<rappelé également qu'il avait demandé au Secrétaire général de lui fournir toute information comme il le lui avait demandé dans sa déclaration du 7 avril 1994<sup>4</sup>.

-le 28 juin 1994,le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies,René Degni-Segni,soulignait dans son paragraphe 18 :<<**L'attaque de l'avion survenue le 6 avril 1994(...)semble bien être la cause immédiate des évènements douloureux et dramatiques que le pays connaît actuellement...**>>Je pourrais continuer cette liste fastidieuse des résolutions,rapports,demandes des uns et des autres,elle se terminerait de toute façon par le rapport Carlsson,publié en 2000,qui évacue l'attentat,le facteur déclenchant du génocide,en le qualifiant « **d'écrasement** ».Pour Boutros Boutros-Ghali,secrétaire général à la retraite,et donc libre de parole,explique ces

---

<sup>2</sup> Document ONU S/PRST/1994/16.

<sup>3</sup> Résolution S/RES/812(1994).

<sup>4</sup> Résolution S/RES/918(1994)

manquements onusiens par les agissements occultes des Etats-Unis : <<un réseau s'est arrangé pour enterrer ce sujet >><sup>5</sup>.Et,il a même été plus loin en affirmant que <<le génocide au Rwanda est à 100% la responsabilité américaine>><sup>6</sup>.

Ces *nihil obstat* répétés contre toute enquête sur l'attentat ont été de la même intensité pour empêcher le TPIR de mener des enquêtes contre les crimes du FPR.Là encore,je sais que la salle est remplie de connaisseurs pointus de ce cet aspect.Je me permets quand même de rappeler qu'à la suite d'une conversation téléphonique cryptée,le 7 mars 1997,entre Michael Hourigan et Louis Arbour,respectivement installés à l'ambassade des Etats-Unis à Kigali et à celle de La Haye,sous la pression des Etats-Unis,Louis Arbour a demandé à Michael Hourigan d'arrêter son enquête qui s'orientait vers la responsabilité du FPR dans l'attentat.

Carla del Ponte et Florence Hartmann ,sa collaboratrice,ont montré dans leurs livres respectifs<sup>7</sup>,à quel point les Etats-Unis veillaient à ce que ses protégés rwandais ne soient pas mis en cause.<<Nous savions que le service de renseignement rwandais avait reçu des Etats-Unis du matériel de surveillance qu'il utilisait pour écouter nos lignes téléphoniques et espionner tous nos échanges par fax et par internet(...)Walpen(Laurent Walpen le Directeur des

---

<sup>5</sup> Interviewes dans Libération du 22 mars 2004, et à l'auteur de ces lignes.

<sup>6</sup> A Robin Philpot,pour *Ca ne s'est pas passé comme ça à Kigali*,éditions Duboiris,

<sup>7</sup> *La traque,les criminels de guerre et moi*,de Carla del Ponte,éditions Héloïse d'Ormesson,Paris 2009,et *Paix et châtement*,de Florence Hartmann,éditions Flammarion,Paris 2007.

enquêtes) savait aussi que, pour des raisons évidentes, les Etats-Unis ne souhaitaient pas que les enquêteurs du Tribunal soient équipés de téléphones mobiles suisses de dernière génération à transmission cryptée>>, écrit Carla del Ponte. Et elle explique comment et dans quel contexte elle fut renvoyée du TPIR parce qu'elle voulait poursuivre les enquêtes spéciales qui visaient les crimes du FPR. L'ex-procureure du TPIR explique que l'impunité de Kagame a été échangée contre celle des militaires américains qui ont été engagés à ses côtés.

<<Le 3 mars 2003, écrit-elle, le Département d'Etat annonça que les Etats-Unis et le Rwanda avait signé un accord bilatéral (d'impunité) en ce sens>>. Mi-mai, Carla del Ponte refusa la proposition de Pierre Prosper, ambassadeur extraordinaire des Etats-Unis pour les crimes de guerres, de transférer au Rwanda les enquêtes et les preuves hautement sensibles des crimes présumés du FPR, puis lui proposa un projet d'accord qui donnait au Rwanda la haute main sur les enquêtes spéciales contre le FPR. Prosper lui annonça alors que son mandat au TPIR ne serait pas renouvelé à la demande de quelques états, en se contentant de nommer la Grande-Bretagne.

Avant de d'analyser les raisons profondes qui expliquent les efforts déployés par les Etats-Unis et leurs alliés, pour faire des Hutus les seuls responsables de la tragédie rwandaise, je tiens à signaler que les actions menées pour occulter la réalité ne se sont pas limitées à une instrumentalisation du TPIR. Elles ont été accompagnées par d'intenses efforts diplomatiques et par une guerre médiatique sans précédent...

Dans son livre, Carla del Ponte donne, me semble-t-il, une clé essentielle pour comprendre le véritable pourquoi de l'instrumentalisation du TPIR par les Etats-Unis. L'ex-procureure lie leur exigence d'impunité des militaires du FPR à celle des soldats américains qui ont combattu au Rwanda. Autrement dit, Washington estime que si Paul Kagame et ses principaux collaborateurs devaient rendre compte de leurs crimes devant la Justice internationale, ils seraient amenés inéluctablement à raconter comment a été préparée, puis déclenchée la guerre de conquête en octobre 1990, avec quelles aides et avec quelles armes, comment ensuite cette guerre a-t-elle été gérée et comment, et avec qui a été décidé l'attentat contre l'avion d' Habyarimana. Et enfin, comment et avec qui a été décidé d'exclure les Casques bleus, en faisant prendre le maximum de risques aux Tutsis de l'intérieur. En cherchant à assurer l'impunité de ses boys, Washington laisse donc entendre que lesdits boys pourraient être obligés de rendre un jour des comptes. Paul Kagame est une grenade dégoupillée. S'il était accusé, il pourrait entraîner avec lui beaucoup de monde, c'est-à-dire tous ceux qui l'ont aidé à prendre le pouvoir et portent donc une part de la responsabilité de la tragédie rwandaise. Un Représentant américain n'a-t-il pas, à la fin des années 90, demandé une commission d'enquête sur les responsabilités américaines au Rwanda ?

Tout le monde sait aujourd'hui que, sans des aides extérieures Paul Kagame n'aurait jamais réussi à prendre le pouvoir à Kigali. Tout le monde sait également que même entre 1990 et 1993, il y avait d'autres acteurs que le

FPR,l'armée rwandaise,l'armée congolaise(en 1990) et l'armée française,et qu'en 1994,la pièce ne se jouait pas seulement entre les rebelles du FPR et soldats de l'armée rwandaise et milices extrémistes...

Je mène une enquête sur ces sujets depuis plus d'un an.Une enquête très difficile car l'histoire que je tente de démonter implique des acteurs qui ne sont pas visibles sur la scène et qui participent de surcroît à une guerre médiatique intense pour imposer une version truquée de l'histoire des Grands Lacs.Les sources les plus abondantes sont donc biaisées,alors que l'accès aux sources les plus intéressantes est très limité.Ce n'est pas demain en effet que les archives des CIA,DIA,NSA,NSC,MI6,Mossad,DGSE s'ouvriront,si elles s'ouvrent un jour...

On peut néanmoins dégager quelques quasi-certitudes :

-Pour comprendre la tragédie rwandais,il faut d'abord porter les yeux sur Yoweri Museveni.Un homme qui,pour accéder lui-même au pouvoir a été aidé par les Britanniques,les Israéliens et les rebelles tutsis.Une fois arrivé au pouvoir,Museveni a estimé que l'Ouganda était trop petit eu égard à ses ambitions.Il s'est mis à rêver d'un lebensraum plus grand :République des Volcans,empire Hima,Tutsiland ou EAC...

-Museveni est devenu le « chouchou » des Etats-Unis,de la Grande-Bretagne alors que la chute de Mobutu était inéluctable...

- Le parrain de la conquête de Kigali a été le nouveau « chouchou ». Sans les armes et les soldats de la NRA, Fred Rwigema, puis Paul Kagame ne se seraient pas lancés dans cette guerre de conquête.

- Dans un premier temps, Washington et ses alliés ont aidé prudemment le FPR, avant de s'y engager complètement dans le courant de l'année 93, parce que cette conquête rentrait complètement dans les plans américains sur l'Afrique. Après la chute du mur de Berlin, les Etats-Unis et ses alliés ont décidé en effet de remodeler la carte des zones d'influence en Afrique. **Il s'est déroulé une « guerre secrète entre amis », visant à réduire l'influence de la France.** Guerre secrète par proxies puisque les combattants ne pouvaient s'affronter directement, car trop liés dans des alliances multiples, dont l'OTAN. Mouvements rebelles, états africains, mercenaires et sociétés multinationales ont été largement utilisés dans les différents combats stratégiques et économiques. La conquête du Congo et de ses richesses étant le prolongement de la guerre menée au Rwanda...

- La tragédie rwandaise ne peut être déchiffrée si elle n'est pas réintégrée dans **une autre guerre secrète ,visant cette fois Khartoum.** Au début des années 90, il s'est constitué un front anti-islamique, visant à renverser le gouvernement de Khartoum et à faire éclater le Soudan, par des actions clandestines menées à partir du nord de l'Ouganda. Cette bataille a eu pour conséquence le renforcement du statut de Museveni et de ses deux amis, John Garang, le combattant du Sud Soudan, et Paul Kagame, le leader du FPR, auprès des Etats-

Unis, de la Grande-Bretagne et d'Israël. Les différents acteurs de ce front anti-Khartoum ont estimé que le changement de régime de Kigali était nécessaire pour le rendre plus cohérent et plus fort.

Le génocide des Tutsis et les massacres de masse des Hutus sont des *dégâts collatéraux* des actions d'apprentis sorciers, sur un pays dans lequel les tensions ethniques font partie de son identité. Lesdits apprentis sorciers ne veulent pas que soient dénoués les écheveaux de leurs actions dans la région des Grands Lacs. Ils ont confié au TPIR le soin de désigner les Hutus comme seuls responsables du génocide des Tutsis et des massacres de masse des leurs. Et donc de légitimer les actions de tous les autres acteurs, connus ou inconnus, l'équipe dirigeante du FPR et ses parrains.

La Haye, le 14 novembre 2009.